

LA CESSION EST NÉGOCIÉE AVEC LE PROPRIÉTAIRE VIMPELCOM

Benhamadi rassure les travailleurs de Djezzy

La cession à l'Etat de 51% voire plus d'Orascom Télécom Algérie (OTA -Djezzy) est négociée avec le propriétaire de l'entreprise, le russe Vimpelcom, a affirmé hier Moussa Benhamadi qui a tenu à rassurer les travailleurs de l'opérateur de téléphonie mobile sur leur maintien.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Répondant du tic au tac à Naguib Sawiris, ancien propriétaire d'OTA via la holding Orascom Télécom et favorable à une solution arbitrale internationale, le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication a estimé hier que le magnat égyptien «est responsable de ses propos. Libre à lui de marchander ce qu'il veut marchander».

Pour Moussa Benhamadi, le nouveau propriétaire a agréé l'ouverture de négociations sur la cession de Djezzy et la loi le lui permet. Ainsi, l'Etat algérien négocie cette cession avec le propriétaire russe, affirme Moussa Benhamadi, suite à la signature récente d'un mémorandum d'entente entre les deux parties.

Voire, l'Algérie négocie la cession de 51% et peut-être plus, laisse entendre le MPTIC qui précise que les discussions sont pilotées par un comité spécialisé composé de représentants du ministère des Finances et de l'opérateur russe.

Tout en précisant que les modalités de la cession dont le pourcentage et le prix restent à discuter et à définir, Moussa Benhamadi a tenu néanmoins à

rassurer le management et les travailleurs de l'entreprise Djezzy sur leur maintien. Dans la mesure où Djezzy a permis à l'Algérie d'avoir «une carte de visite dans le monde des télécoms et des compétences de haut niveau», dira le ministre des TIC.

Ce dernier, qui relève que «99% des cadres d'OTA sont algériens», précisera ainsi que le management et l'effectif de Djezzy seront maintenus après la cession.

«Il n'est pas question de remettre en cause ces travailleurs», affirme M. Benhamadi qui précise que l'accord signé préserve le management actuel et sa «stabilité» et au regard des performances réalisées par l'opérateur, une «référence» selon lui.



Photo : Samir Sid

Benhamadi précise que le différend entre la Banque d'Algérie et OTA ne relève pas de ses prérogatives.

Qu'OTA «fasse des efforts» pour régler ses problèmes

Tout en prenant acte que Djezzy a apuré son endettement fiscal, Moussa Benhamadi a précisé que le différend avec la Banque d'Algérie, «souveraine»

dans ses décisions et mesures conservatoires et qui interdit à OTA d'opérer dans le commerce extérieur, ne relève pas de ses prérogatives.

Toutefois, «rien n'empêche» Djezzy de s'équiper auprès de

UNE MUTUELLE BANCAIRE ET LA TÉLÉPHONIE MOBILE FIGURENT PARMIS SES PROJETS

Algérie Poste en quête de nouveaux revenus

La création d'une banque postale et d'une filiale dédiée à la téléphonie mobile et le développement du service universel figurent parmi les projets d'Algérie Poste, en quête de nouveaux revenus.

Une situation déficitaire est impossible à envisager pour l'établissement public à caractère industriel et commercial Algérie Poste qui célèbre son dixième anniversaire, devenant un puissant organisme financier avec une clientèle estimée à 13,5 millions de personnes. «Je ne peux pas accepter l'idée de déficit», a déclaré hier le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication (MPTIC), lors de l'inauguration du nouveau siège social de l'entreprise à Bab Ezzouar.

Certes, Algérie Poste bénéficie d'une subvention de l'Etat dans le cadre de son programme d'investissement, à hauteur de 3 milliards de dinars par an. Un programme d'investissement qui concerne l'élargissement du réseau (comptant actuellement près de 4 000 établissements postaux et 10 623 guichets), l'ouverture de nouveaux bureaux de proximité (une centaine en voie de l'être) et l'élargissement des prestations de monétique (près de 6 millions de cartes CCP déjà distribuées et 700 GAB installés).

Néanmoins, Moussa Benhamadi a estimé que cette Epic ne peut pas toujours dépendre du Trésor public et doit trouver des sources de revenus autres. Et même si Algérie Poste a «déboursé», en 2011, plus de 2 500 milliards de dinars (l'équivalent de 25 milliards d'euros), des liquidités «sorties» des guichets et bureaux selon le ministre. Sur ce montant, l'on indique qu'Algérie Poste a «collecté» plus de 30%, soit 700 milliards de dinars, et que la Banque d'Algérie a contribué à hauteur de 18 milliards d'euros. De par son statut, Algérie Poste n'est pas éligible au statut d'émetteur obligataire ou cotée en Bourse.

En quête justement de nouvelles ressources financières, Algérie Poste mise sur le développement du service universel, un dossier au niveau de l'Autorité de régulation, selon M. Benhamadi. A ce propos, le ministre a indiqué que la nouvelle loi régissant les télécommunications et qui devrait être promulguée dans quelque temps devrait consacrer l'exclusivité du service universel à Algérie Poste,

afin de lui permettre de se financer, notamment grâce aux cotisations des opérateurs, même si l'entreprise bénéficie maintenant du financement public, étant de «son droit», selon M. Benhamadi.

Voire, Algérie Poste se projette dans d'autres créneaux, en attente d'ancrage juridique et technique. Ainsi, la création d'une banque postale, une «sorte de mutuelle», selon les propos de Moussa Benhamadi, est envisagée à terme. En cours de maturation au niveau des services du gouvernement, ce projet vise à mettre en place une coopérative de crédit au profit des titulaires. Il est également question de la création par Algérie Poste d'une filiale dédiée à la téléphonie mobile, à travers la mise en œuvre du MVNO (Mobile Virtual Network Online). Objectif, per-

mettre à Algérie Poste de devenir le quatrième opérateur dans ce domaine mais un opérateur «virtuel». En ce sens, cette filiale signera un accord commercial avec Mobilis pour l'utilisation de ses réseaux et acheter des volumes de minutes, dans le cadre d'un business plan et des offres adaptées et ciblées.

Par ailleurs, Moussa Benhamadi a indiqué que le développement de la connexion internet par fibre optique (LFTT), un projet pilote, est contraint par une question de coût, l'abonnement représentant 4 500 dinars par mois. En ce sens, le MPTIC compte sur un accord avec le ministère de l'Habitat pour relier les constructions futures en fibres optiques et contribuer à réduire ce coût.

C. B.

Chiffres sur le trafic postal :

13,5 millions de comptes CCP et 333 millions d'opérations par an.
5 816 691 millions de porteurs de cartes de retrait CCP.
Plus de 10 millions de commandes de chèque/an.
7,2 millions de consultations de relevé par internet.
3,9 millions de comptes CNEP et 2,5 millions d'opérations.
700 guichets automatiques GAB.
200 millions de postes aux lettres et 523 000 colis/an.
Moyenne de 70 000 recharges Racimo/mois.
33,3 milliards de dinars d'opérations débits-crédits CCP.
18,7 millions de transactions monétiques/an.

Le directeur général de la Cnas nous écrit

Comme suite à la publication de votre réponse à un lecteur dans votre édition du mardi 10 janvier 2012 dans la rubrique Soir Retraite, je vous informe que je démens formellement les propos que vous m'attribuez concernant un médicament déremboursé, en l'occurrence la DCI Pioglitazone, médicament de la famille des glitazones, qui est faussement corrélié dans votre écrit à la marque Glucophage.

A ce titre, je vous affirme que je n'ai jamais déclaré que le médicament Glucophage était déremboursé ou qu'il correspondait à la DCI Pioglitazone.

Je vous informe également que je n'ai eu aucun contact avec vos journalistes pour ce dossier et que suite à la publication le 19 décembre 2011 de l'article qui a engendré la réaction des lecteurs, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale avait attiré l'attention de l'un de vos collaborateurs sur l'erreur qui s'est glissée dans votre publication, par fax transmis à votre rédaction, laquelle n'a malheureusement pas jugé utile de publier notre correctif visant à éclairer les citoyens.

Il convient de souligner que le même sujet a été traité sans aucune erreur d'ordre technique par vos confrères du journal *El Khabar*, qui m'ont interviewé puis publié un article dans leur édition du 8 décembre 2011.

ORGANISATION DE LA OMRA 2012

Les agences de voyages retireront demain le cahier des charges

Les agences de voyages sont invitées à retirer le cahier des charges pour l'organisation de la omra 2012 demain, a annoncé l'Office national du hadj et de la omra. Les agences ont été sommées, encore une fois, par le ministère des Affaires religieuses de respecter leurs engagements vis-à-vis des candidats à la omra.

F.-Zohra B. — Alger (Le Soir) - L'organisation de la omra pour l'année 2012 risque de provoquer encore des remous au sein de la communauté des organisateurs de

voyages. Au cours des dernières années, chaque saison de la omra et du hadj tournait systématiquement au cauchemar pour les pèlerins.

Ces derniers ont dû subir des annulations de départ, de mauvaises prises en charge dans les Lieux Saints de l'Islam et même des retards de plusieurs jours lors des voyages de retour.

Cette situation n'a connu aucune amélioration en dépit des garanties données par le ministère des Affaires religieuses et des avertissements et autres sanctions infligés aux agences de voyages qui n'ont pas tenu leurs engagements. Pour cette édition de la omra, le

ministère des Affaires religieuses a, à travers l'Office national du hadj et de la omra, encore une fois, pris les devants en invitant les agences à retirer le cahier des charges et à le respecter. Ce dernier permettra normalement aux candidats à la omra d'accomplir les rites dans de bonnes conditions.

Le ministère des Affaires religieuses avait aussi recommandé aux agences de voyages de faire appel à des guides expérimentés. Il est aussi recommandé aux professionnels du voyage engagés dans l'organisation de la omra de réserver à temps les hôtels, en vue d'assurer un hébergement adéquat à leurs clients.

F.-Z. B.